



COMITE POUR LE **NON** REPUBLICAIN



Avec
Jean-Pierre Chevènement

**Nous votons NON car la seule question qui vaille est :
« De quelle Europe le peuple français a-t-il besoin ? »**

**Avec le traité constitutionnel,
l'avenir est aux délocalisations
et à la baisse de tous les revenus salariaux !**

Pour le peuple, pour la prospérité économique de la France, l'Europe doit privilégier les emplois stables et bien rémunérés plutôt que de copieux dividendes versés à des actionnaires anonymes. Ceci bien sur, pour le bien-être de ceux qui produisent les richesses, mais pas seulement...

En effet, seuls des niveaux de salaires élevés sont garants du maintien des retraites par répartition que nous connaissons. Dans ce système, tous les actifs actuels, acquittent un même taux de cotisation, pour financer, à partir de leurs salaires, les retraites actuelles. La retraite par répartition n'est autre qu'un salaire socialisé. En conséquence la fuite en avant vers le moins-disant salarial et les délocalisations, outre qu'elle aboutira à une concurrence malsaine des travailleurs entre eux, ne permettra pas d'assurer un bon niveau de retraites. En 2003, la France a connu un mouvement social fort en faveur des retraites par répartition. L'éclatement du front syndical l'a malheureusement fait échouer et la baisse des retraites est maintenant inscrite dans nos lois nationales ! Mais, ce recul social est insuffisant aux yeux des libéraux : la preuve par Bolkestein !

Momentanément chassée par la pression populaire et l'échéance d'un référendum incertain, la directive Bolkestein, recevrait la légitimité des urnes si le « oui » l'emportait : « ... les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres établis dans un Etat membre autre que celui du destinataire de la prestation. » (Art. III-144)

**Avec le traité constitutionnel,
l'harmonisation sociale se fera par le bas**

L'ensemble du traité est basé sur le principe, énoncé dès l'article I-3 : « un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée. » et, en matière sociale, « Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du parlement européen. » C'est un double verrouillage : celui du moins disant salarial et celui du veto pour écarter toute mesure de progrès social que pourrait envisager unilatéralement un Etat membre !

**Avec le traité constitutionnel,
l'Etat ne pourrait plus décider d'aider
un secteur industriel comme il l'entend**

Lors de sa dernière intervention télévisée, en faveur du traité mais non décomptée dans le temps de parole du « oui », Jacques Chirac a affirmé que l'Etat pourrait engager des « initiatives nationales pour maintenir l'emploi »... C'est faux !

Voir les articles III-161 à III-168 et tout particulièrement, l'article III-167 : « [...] sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats membres au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui fausse ou qui menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions »

**Le peuple a besoin d'une Europe
démocratique, sociale et solidaire !**

Elle mettrait un coup d'arrêt à la dérive libérale qui, aujourd'hui déprime le monde du travail. Ouvriers, employés, techniciens, cadres, nul n'est à l'abri des délocalisations et le pouvoir d'achat des salariés est rongé par l'inflation (+12 % entre 2000 et 2004)

**Pour construire l'Europe dont le peuple a besoin
il faut lui donner une autre orientation**

Il faut revoir la politique de l'Euro ainsi que les attributions fixées à la Banque centrale européenne (BCE), priorité doit être donnée à l'emploi. Le pacte de stabilité doit être réellement assoupli.

L'Europe doit mettre en œuvre une politique de défense indépendante pour construire un monde multipolaire et non plus exclusivement dominé par l'hyper puissance américaine.

L'Europe doit permettre l'existence des services publics, garants de la cohésion sociale mais aussi économique.

Il faut instituer en Europe un gouvernement économique avec des compétences précises.

La politique industrielle doit rester de la compétence des Etats.

Pour une autre Europe sociale et démocratique

Le **NON** de toutes nos forces



RASSEMBLEMENT
samedi 21 mai 2005

Paris - 14h30 à 19h00
Place de la République

Concert buvettes

Prises de parole...
restauration

stands des collectifs
et organisations

Co-organisés par :

Les Alternatifs / Alternative citoyenne

Appel des 200 / ATTAC / CNGR

Collectif écolo « Non au TCE »

Confédération paysanne / Fondation Copernic

Force militante / Jeunes communistes

Jeunesse communistes / Jeunesse communiste révolutionnaire

LCR / MARS / MRC / Les Marches européennes

PCF / Pour la République sociales

Les collectifs d'Ile de France pour un NON de gauche